

La République helvétique et la Médiation : Les « principes fondamentaux » et la formation de la société

SILVIA ARLETTAZ, UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

Fondements et aspirations de la République helvétique¹

La Constitution du 12 avril 1798 initie un processus de « formation nationale », c'est-à-dire la mise en œuvre d'une entité nationale, en rupture avec la société d'Ancien Régime. Parmi les fondements de la République issue de la Constitution de 1798, trois sont particulièrement pertinents: l'« unité de patrie », l'« universalité des citoyens » et la « démocratie représentative ». Le choix de la République comme forme de gouvernement revêt une forte connotation affective pour les Suisses. Cette affectivité se manifeste notamment par l'idéalisation des anciennes républiques, de leurs vertus ancestrales et de leur lutte pour la liberté. La République incarne également les valeurs révolutionnaires; c'est aussi un modèle universel appelé à construire l'humanité des citoyens. La démocratie représentative fonde l'autorité sur l'universalité des citoyens, c'est-à-dire sur le

1. D'une manière générale, nous renvoyons à notre thèse *Citoyens et étrangers sous la République helvétique 1798-1803*, Genève, Georg, à paraître en 2004. Voir en particulier la première partie « La République helvétique, un Etat national ? »

corps national pris dans son entier. Elle permet en même temps de contrôler l'accès aux fonctions participatives et de mettre en place une nouvelle hiérarchisation du pouvoir légitimée par les « Lumières », les talents et les vertus. Enfin, la création d'un peuple souverain est celle d'un peuple de citoyens actifs. La notion de citoyen est la pierre angulaire, car non seulement ce concept désigne un statut juridique, mais il est encore producteur de statut dans la mesure où de nombreux droits sont liés à la qualité de citoyen. Le peuple restreint des citoyens actifs ne peut légitimer à lui seul la République, il faut une adhésion de l'ensemble des citoyens helvétiques. Cette dimension nécessaire à la conservation du nouveau régime est censée s'exprimer dans la « nation ». L'existence d'une « nation » suisse est postulée par les élites de 1798 qui vont tout mettre en œuvre pour que cette nation devienne réalité. Historiquement, l'idée de « nation » est conçue comme un fait culturel. Elle présente une communauté qui sublime ses différences d'origines, de cultures, de langues, de religions, d'organisations politiques et de situations sociales. Avec la République helvétique, c'est l'idée politique de la nation qui s'affirme.

La République a pour but d'intégrer l'ensemble des Helvétiques dans une entité nationale, fondée sur l'unité, sur la libération de l'individu de l'arbitraire et sur l'engagement de la responsabilité du citoyen vis-à-vis de la société. A un système où la vie de l'individu était déterminée essentiellement par la naissance ou par son appartenance sociale, répond la volonté d'établir une société nouvelle, fondée sur le mérite et la perfectibilité de l'individu; de substituer à une hiérarchie inégalitaire un peuple de citoyens libres et égaux. Le « bien public » rassemble autour d'un objectif commun les Helvétiques pour le maintien de la sûreté et le développement des Lumières. Le devoir de chaque citoyen est d'y contribuer dans la mesure de ses moyens et de ses facultés. Enfin, l'« esprit public » apporte le ciment indispensable à la cohésion entre le peuple et les autorités.

A mon sens, c'est dans ces finalités qu'il convient d'interpréter les principes et les droits fondamentaux énoncés dans la Constitution de 1798 et dans ses projets de révision.

« Principes fondamentaux » : sens et finalités

Le processus de la formation nationale s'opère en fonction d'un programme politique général ordonné autour d'un certain nombre de « principes fondamentaux ». Ceux-ci répondent à une vision du monde qui a la prétention de régir l'ensemble de la société. S'inspirant de la *Déclaration des droits de l'homme de 1789*, qui se veut « un contrat de fondation bâti pour constituer une nouvelle société »², la Constitution de 1798 jette les bases d'un projet national façonné par l'idée républicaine pour rompre avec le fédéralisme et l'oligarchie. Ce projet s'accompagne de la volonté de construire une nouvelle société politique et civile ainsi que de restructurer les rapports sociaux et économiques sur les principes de la liberté³, de l'égalité et de la fraternité.

Contrairement à la Constitution française de 1795, qui représente l'exemple le plus récent pour les rédacteurs, la première Constitution de la République helvétique n'est pas introduite par une « Déclaration des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen ». Elle s'ouvre, en revanche, sur quatorze « principes généraux »⁴ qui garantissent notamment le primat de la « loi », de la « sûreté » et des « lumières », de la « liberté naturelle de l'homme » et des « libertés de conscience, de culte et de presse ». Indispensable à la cohésion civile, l'intégration confessionnelle des Helvétiques s'opère dans le cadre d'une liberté contrôlée, jugée nécessaire en raison de l'interpénétration des sphères privée et publique, pour le maintien de l'ordre social. Consubstantiel à la liberté, mentionné dans huit articles, le principe d'égalité n'est pas explicitement consacré par la Constitution de 1798, mais il imprègne une vision du monde dominée par

2. Yannick BOSC, « Le citoyen contre l'homme ? (A propos de *La Révolution des droits de l'homme* de Marcel GAUCHET) », dans *Recherches sur la Révolution. Un bilan des travaux scientifiques du Bicentenaire*, Textes rassemblés par Antoine DE BAECQUE et Michel VOVELLE, Paris, la Découverte, 1991, pp. 132.

3. Voir dans cette publication la contribution de Thomas MAISSEN, « Les concepts de liberté pour une Suisse en reconstruction vers 1800 ».

4. *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803)*, bearbeitet von Johannes STRICKLER (désormais cité ASHR), « Constitution de la République Helvétique, du 12 avril 1798 », I, n° 2, pp. 567-569.

le souci de l'égalité des droits et des devoirs. Pour reprendre le terme des contemporains « la liberté renferme en soi l'égalité »⁵. Dans la société constituée de la République, la liberté n'est pas seulement l'expression sublimée d'un système politique garantissant des droits fondamentaux dans une démocratie plus ou moins représentative. Elle est aussi la référence d'un système civil qui entend assurer l'égalité des droits publics et privés dans un Etat unifié.

Jusqu'en 1800, l'énoncé de ces principes va se développer et traduire une évolution vers une sensibilité plus démocratique, soucieuse de faire garantir par l'Etat une large indépendance d'action à l'individu, mais aussi vers une sensibilité plus sociale des conceptions des législateurs. Ainsi, le projet de constitution, déposé en mars 1799 par la commission du Sénat helvétique, porte à vingt-six le nombre des « principes généraux et fondamentaux de la République »⁶. Il fait notamment référence à plusieurs reprises aux « droits naturels » et à la « liberté naturelle » sur lesquels les législateurs fondent les revendications du peuple. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est l'introduction de « droits sociaux »⁷ qui esquissent un autre aspect de la démocratie : « La société civile pourvoit à l'instruction publique. Elle procure du travail aux pauvres et des secours à l'indigent

5. Archives fédérales suisses (désormais cité AF), B 78b, *Projet de changements pour la Constitution helvétique proposé au Sénat helvétique par sa Commission pour la révision de la Constitution le 8 janvier et 2 mars 1799*, art. 4, p. 3.

6. *Ibid.* C'est le texte qui offre la plus grande similitude avec la Déclaration de 1789. Voir dans le même fonds : *Rapport fait au Sénat le 15 janvier 1800 par le citoyen Krauer au nom de la minorité de la Commission de la Constitution composée de lui et du citoyen Kubli en lui présentant le plan de changements à la Constitution rédigé par cette même minorité* ; *Rapport présenté au Sénat le 15 janvier 1800 par le citoyen Usteri au nom de la Commission de la Constitution. Opinion du citoyen Muret qu'il a prononcé au Sénat le 15 janvier 1800 comme membre de la Commission de Constitution et qui a précédé la lecture des amendements qu'il propose au projet présenté par une partie de la Commission* ; *Projet d'une nouvelle Constitution helvétique résolu par le Sénat et transmis au Grand Conseil pour l'acceptation ou le rejet, le 5 juillet 1800. Voir également Projet de Constitution Helvétique de la Commission constituante. Présenté au Sénat le 15 janvier 1800 par une partie de la Commission de la Constitution, avec les amendements du citoyen Muret membre de la Commission, Bulletin helvétique, XI, pp. 122-128 ; pp. 129-135 ; pp. 140-143.*

7. En France, c'est la Constitution du 24 juin 1793 (An I) qui serait à l'origine des « droits sociaux » (Dominique COLAS, *Textes constitutionnels français et étrangers*, Paris, Larousse, 1994, p. 636)

invalide et proscrire la mendicité⁸. » A un lien essentiellement civique qui unit l'individu à l'Etat, s'ajoute une responsabilité de l'Etat vis-à-vis du citoyen. Conformément aux conceptions d'une assistance exclusivement réservée à l'indigence involontaire, l'action sociale de l'Etat est envisagée de façon limitée et ponctuelle. L'Etat se fait un devoir d'assister les victimes de la guerre et les personnes atteintes dans leurs facultés ; en revanche, les citoyens valides qui se soustraient au travail se mettent hors la loi : « La mendicité est un chancre dans un Etat⁹. »

Les libertés individuelles et publiques doivent permettre au citoyen d'exercer ses fonctions au sein de la collectivité politique et civile. Leur évolution est conditionnée par l'introduction de la démocratie. Ces libertés impliquent en priorité l'instruction et la formation des citoyens. Pour autant, la diffusion des idées reste strictement réglementée. Les textes ignorent les instruments collectifs de communication, tels que les droits de réunion ou d'association. En ce qui concerne l'usage de la pétition, il est reconnu en 1800 comme un droit strictement individuel¹⁰. L'opinion doit s'exprimer dans le respect de l'ordre établi ; elle n'est pas pensée comme un lieu d'expression plurielle ou conflictuelle. Une telle liberté représenterait une menace de dissolution pour le corps civique.

La participation au développement du bien commun exige de donner au citoyens les moyens de travailler. Introduite dans le projet de 1799, la liberté de commerce et d'industrie est intrinsèquement liée à la garantie de la propriété, ainsi qu'à celle de l'entière disposition des biens et des fruits de son industrie¹¹. Complément indispensable, l'introduc-

8. *Projet des 8 janvier et 2 mars 1799, op. cit.*, art. 20, p. 6. Voir également les articles 21 et 22 de la Constitution de l'An I (COLAS, *op. cit.*, p. 639).

9. *Bulletin helvétique*, Sénat, séance du 10 février 1800, Jean-Jacques CART, p. 332.

10. Le projet autorise le citoyen à « communiquer directement ses adresses et pétitions aux autorités suprêmes » (*Projet du 5 juillet 1800, op. cit.*, art. 19, p. 6). Ce droit est indirectement formulé dans la Constitution de 1798 à l'article 96 alinéa 5, qui place dans les compétences du préfet national la réception des « pétitions des citoyens » (ASHR, I, n° 2, *Constitution de la République helvétique, du 12 avril 1798*, p. 583).

11. *Projet des 8 janvier et 2 mars 1799, op. cit.*, art. 7, p. 4.

tion du libre choix du domicile n'intervient qu'en 1800 et non sans avoir suscité de nombreux remous.

La Constitution du 12 avril 1798 ne proclame pas explicitement l'unité du droit civil et du droit pénal. Pourtant, confrontés à l'obligation d'appliquer les anciennes lois et coutumes jusqu'à la promulgation de codes unifiés, les autorités judiciaires font face à un état de confusion. Dès 1798, le Directoire demande aux Conseils législatifs d'établir un code civil et un code pénal digne d'un peuple libre et humain¹².

Les devoirs indispensables au maintien de la société sont également énoncés dans les principes fondamentaux de la Constitution de 1798. Le premier est d'œuvrer dans l'intérêt général, dans le respect de la loi et de la liberté d'autrui. En plaçant la « sûreté » en tête des fondements du bien public, la Constitution fait du citoyen un défenseur de la République, de ses autorités, de ses institutions et de ses valeurs. Elle reconnaît une place privilégiée à la famille comme cellule fondamentale de la société, garante d'une certaine stabilité et moralité du citoyen, ainsi qu'en témoigne l'obligation du mariage pour exercer de hautes fonctions. L'aspiration à une société plus égalitaire et la solidarité envers les indigents s'inscrivent également comme des contributions au bien général et au maintien de la cohésion sociale. Second fondement du bien public, les Lumières exigent des citoyens qu'ils cultivent les qualités républicaines du sacrifice de l'intérêt personnel. Le citoyen sera jugé dans sa vie publique ; mais aussi à l'aune de ses vertus privées, charitables et morales. Non sans un certain lyrisme, ces devoirs sont énoncés à l'article 14 de la Constitution de 1798 :

« Le citoyen se doit à sa patrie, à sa famille et aux malheureux. Il cultive l'amitié, mais il ne lui sacrifie aucun de ses devoirs. Il abjure tous ressentiments personnels et tout motif de vanité. Il ne veut que l'érinoblissement moral de l'espèce humaine ; il invite sans cesse aux doux sentiments de la fraternité ; sa gloire est l'estime des gens de bien, et sa

12. *Bulletin officiel*, III, Message du Directoire exécutif au Corps législatif, du 4 octobre 1798, p. 423.

13. ASHR, I, n° 2, *Constitution de la République helvétique*, du 12 avril 1798, art. 14, p. 569.

conscience sait le dédommager du refus même de cette estime¹³. »

A partir de 1801, les « principes fondamentaux » ne font plus l'objet d'un énoncé spécifique. Le Corps législatif justifie cet abandon :

« Si le nouveau projet de Constitution ne parle pas en termes exprès et à chaque page de principes, il renferme cependant en entier et dans tout leur développement, les vrais principes de l'égalité et de la liberté politique et civile¹⁴. »

Quant aux projets de constitutions cantonales écrits en 1801¹⁵ puis postérieurs à l'adoption de la Constitution du 25 mai 1802¹⁶, ils présentent des rédactions diverses. Le plus traditionnel est le projet de 1801 déposé par la minorité de la constituante du canton de Soleure¹⁷.

Les frontières de la démocratie

Pourtant, la mise en œuvre du projet de société républicain va générer de profondes tensions inhérentes à la confrontation entre deux visions du monde, entre le message universaliste des droits de l'homme et la conception nationale de la République. La cohésion définie par le projet républicain exige de la société nationale, envisagée

14. *Ibid.*, n° 57, « Directions du Corps législatif aux Diètes cantonales, du 15 juillet 1801 », p. 209.

15. *Ibid.*, *Cantonsverfassungs-Entwürfe von 1801. Separat-Abdruck aus Band VII*, Bern, 1899. Voir notamment les dispositions générales de Fribourg (p. 36), du Tessin (pp. 123-124) et de Vaud (pp. 138-139).

16. *Ibid.*, VIII, Anhang I, *Cantonsorganisationen oder Cantonsverfassungen*, pp. 1459-1563. Voir notamment les bases fondamentales de Fribourg (pp. 1496-1497) et de Zoug (p. 1539),

17. I. Titel Hauptgrundsätze. « Die Tagsatzung des Cantons Solothurn, durch die traurige Erfahrung belehrt, dass die erste Ursache der Unterdrückung in der Misskennung, Vergessenheit oder Verachtung der natürlichen und geheiligten Rechte des Menschen liegt, stellt die nachfolgenden Grundsätze als unwandelbare Grundlage der entworfenen Verfassung voran, damit solche den sämtlichen Bürgern stets vor Augen liegen, selbe immer an ihre Rechte und Pflichten erinnern [...] ». *Ibid.*, *Cantonsverfassungs-Entwürfe von 1801. Separat-Abdruck aus Band VII*, p. 108. Voir également le projet de la majorité (p. 100).

dans sa globalité, le respect des valeurs révolutionnaires, l'adhésion aux principes de la République, ainsi que le développement des valeurs sociales nécessaires à l'affirmation du nouvel ordre. Cette conception de la participation est indissociable d'une autre notion clé du vocabulaire républicain, à savoir celle de l'intérêt général.

De fait, le devenir de la communauté nationale est celui d'une République libérale dans les choix qui doivent permettre à l'individu de développer ses facultés, mais protectionnistes lorsqu'il s'agit de penser les espaces nationaux, c'est-à-dire de définir la cité. Elle s'appuie sur une vision du monde définie théoriquement par la philosophie des Lumières, mais elle s'incarne dans un système d'institutions nationales. Les fondements de la République portent en eux des germes de tensions; légitimés par la loi et mis en œuvre par les institutions, ils vont générer et légitimer de nombreuses entraves aux principes des droits fondamentaux non seulement à l'égard des non-nationaux, mais également à celui des citoyens helvétiques. La législation est certes le plus puissant facteur d'intégration, mais si tous les hommes sont égaux devant la loi, toutes les lois ne s'adressent pas indifféremment à l'ensemble de la société. En particulier l'égalité est une valeur universelle, mais elle est relative aux aspirations situées dans la société. De ce fait, les clivages seront accentués par la perpétuation de conceptions défensives et de privilèges, notamment au niveau de la protection des nationaux dans la sphère de leurs activités et de l'exercice de leurs droits de citoyen.

La période de la Médiation

Face à la concurrence des objectifs de la formation nationale et des résistances des institutions traditionnelles, le principe des droits fondamentaux s'est édulcoré. D'une manière générale, opérée dans des contextes national et international très tendus, brusquement interrompue par la Médiation, la tentative d'élaborer une nouvelle société reste largement inachevée, mais non sans avoir laissé un certain

18. Voir dans cette publication la contribution de Gérald ARLETTAZ, « La Médiation dans l'histoire. Réflexions sur la formation d'un système de valeurs ».

nombre de principes prendre racine¹⁸. L'Acte fédéral de 1803 marque un retour au fédéralisme qui rompt avec la vision d'une société politique et civile intégrée au niveau suisse, ce qui implique une restructuration des espaces et des institutions, sur les plans cantonal et communal.

Le Premier Consul engage les Suisses à poursuivre dans la voie de la modernité: « [...] au lieu de prendre vos éléments dans vos anciennes chartes de privilèges, il faut les prendre dans la révolution et dans les droits du peuple [...] »¹⁹.

L'Acte de Médiation, du 19 février 1803, se limite à « distinguer ce qui répond le mieux aux idées que les cantons nouveaux se sont faits de la liberté et du bonheur; concilier les institutions consacrées par le temps, avec les droits restitués à la masse des citoyens [...] »²⁰. Pour sa part, l'Acte fédéral²¹ confirme la rupture opérée par la République helvétique avec un ordre social fondé sur les inégalités juridiques de l'Ancien Régime. En excluant tout statut d'exception pour les citoyens suisses²², il assure une continuité avec le régime de 1798 ainsi qu'une reconnaissance de l'unité confédérale au détriment des souverainetés cantonales. De même, dans une vision libérale, il réaffirme trois libertés devant faciliter l'intégration socio-économique des Suisses, à savoir la faculté de transporter leur domicile dans un autre canton, d'y exercer librement leur industrie et d'y acquérir les droits politiques conformément à la loi du canton²³. Les concepts d'égalité et de liberté restent toutefois sans grande substance et sans définition quant à leur portée réelle, notamment quant aux droits et devoirs liés à leur garantie.

De fait, si la référence aux principes de liberté et d'égalité se maintient, l'esprit d'application de ces principes va se modifier à l'aune des conceptions constitutives des Etats de 1803 et des institutions qui en découlent. En

19. *Ibid.*, IX, n° 139, Notes de P.-L. Roederer sur le discours du Premier consul, p. 884.

20. « Acte de Médiation, du 19 février 1803 », *Bulletin des arrêtés et décrets généraux de la République helvétique*, Lausanne, VI et dernier cahier, 1801-1802-1803, p. 412.

21. « Acte fédéral, du 19 février 1803 », *ibid.*, pp. 531-549.

22. « Il n'y a plus en Suisse, ni pays sujets, ni privilèges de lieux, de naissance, de personnes ou de familles », art. III, *ibid.*, p. 533.

23. Art. IV, *ibid.*

particulier, si la République helvétique de 1798 introduit la notion moderne d'étranger, au sens de non-national, le retour au fédéralisme remet en cause l'intégration des confédérés établis hors de leur canton d'origine. Le sénateur vaudois Alexandre Chavannes exprime ses craintes :

« Verra-t-on désormais le Suisse d'un Canton traité dans un autre Canton, comme autrefois, plus défavorablement, et sous les rapports politiques, et sous les rapports commerciaux, qu'il ne le sera en France, en Angleterre, en Hollande et même en Espagne !²⁴ ».

Or, à ses yeux, une certaine unité est vitale pour la conservation du nouveau régime :

« Ne pourrait-on pas, sans blesser les droits que réclament impérieusement les langues, les religions, les mœurs, les intérêts et les opinions diverses, ramener cependant toutes les organisations cantonales à certains principes uniformes qui préviendraient ce trop grand isolement, et introduiraient une sorte d'harmonie dans notre corps politique, j'ajouterais moral et religieux ?²⁵ »

De fait, le retour au système fédératif marque les limites d'une intégration désormais pensée prioritairement comme cantonale. La première conséquence est de faire du peuple suisse un peuple de ressortissants cantonaux, dont l'existence est à nouveau fortement définie par le principe de l'origine. Dès lors, l'étranger n'est plus seulement le ressortissant d'un Etat étranger, mais également le Confédéré établi hors de son canton d'origine. D'autres frontières au sein de la population cantonale génèrent des exclusions de nature diverse, en particulier en matière de participation aux affaires publiques. Les Suisses établis hors de leur canton d'origine redeviennent à bien des égards des « étrangers », notamment en matière de droits politiques, d'établissement et de travail, d'acquisition du droit de cité, et

24. « Des rapports entre cantons. Aux Sénateurs François de Barthélémy, Joseph Fouché, Pierre-Louis Roederer et Jean-Nicolas Des Meuniers », Daniel-Alexandre CHAVANNES, Vevey, 23 décembre 1802, cité par Emile COUVREU, *Comment est née la Constitution vaudoise de 1803*, Lausanne, 1903, p. 104.

25. *Ibid.*

d'assistance.

Dès lors, les principes de liberté et d'égalité sont à mesurer à l'aune des constitutions cantonales. Pour les anciens cantons, le régime de l'Acte de Médiation constitue à mon sens une restauration partielle de l'Ancien Régime par rapport à 1798, mouvement qui se poursuivra à partir de 1815 sous le Pacte fédéral. Il est vrai que cette première restauration n'est pas intégrale puisque subsistent un certain nombre de lignes de force de l'Etat moderne ainsi qu'une certaine conception de la liberté, concept plus rattaché à la cantonalisation des institutions qu'aux libertés individuelles²⁶.

A titre d'exemple, la nouvelle constitution du canton de Vaud²⁷ ne comprend pas de déclaration des droits et ne mentionne de libertés que celle du culte. La liberté reste toutefois un principe fédérateur, mais intrinsèquement lié à un ordre légal²⁸. Respect de la loi et indépendance sont les fondements d'une liberté qui ne se confond plus guère avec les droits de l'homme. Comme leur prédécesseur de l'Helvétique, l'élite politique cherche à concilier la liberté politique et civile avec l'ordre public. D'une manière générale, l'unité de la société politique et civile est pensée exclusivement en terme vaudois. En matière démocratique, il n'est plus question de « peuple souverain », la participation aux droits politiques est fortement restreinte, notamment par l'introduction du cens. Un discours dépréciatif est associé au peuple, souvent désigné sous le terme de populace. En matière civile, tout reste à faire ; le canton vit sous sept codes différents, mais le projet de Code civil, initié en 1805 s'enlise ; de même, c'est le code pénal helvétique qui sera

26. Cette restauration ne touche évidemment pas les six nouveaux cantons, dont la législation est en retard par rapport à la République helvétique et pour lesquels une restauration signifierait leur disparition.

27. Voir notre article « L'intégration de la population du canton de Vaud sous la Médiation. Héritages et ruptures par rapport à la période de la République helvétique », dans *Actes du colloque 1803-2003 : créer un nouveau canton à l'ère des révolutions. Vaud et Tessin dans l'Europe napoléonienne 1798-1815*, Revue historique vaudoise, à paraître.

28. « Quelle liberté pour quelle patrie ? L'émergence de la pensée libérale dans le canton de Vaud (1798-1830) », dans *Les Constitutions vaudoises 1803-2003. Miroirs des idées politiques*, édité par Olivier MEUWLY et Bernard VOUTAT, Bibliothèque historique vaudoise, 2003, pp. 19-38.

encore en vigueur à la fin de la Restauration. Avec la Constitution de 1815, les libertés politiques et civiles sont confisquées. Il faudra attendre les années 1825 à 1830 et la Constitution vaudoise de 1831 pour renouer avec un programme de liberté politique et civile sur la base des droits fondamentaux et du suffrage universel masculin.

Quant à la République indépendante du Valais (1802-1810), son histoire est également celle d'une tension entre une vision de la liberté et une institution, la République, ancrée à la fois dans le passé mais aussi ouverte sur la construction d'une société moderne plus unifiée²⁹.

29. Voir notre article «Regards sur les institutions et les droits fondamentaux de la République indépendante du Valais (1802-1810)», dans *Actes du Colloque européen d'histoire constitutionnelle pour le bicentenaire de l'Acte de Médiation (1803-2003)*, à paraître.